

RÉSEAUX

L'Union pour la Méditerranée déjà enterrée ?

Des "messieurs Méditerranée" ne cessent d'être appelés à la rescousse du projet d'Union méditerranéenne, rebaptisé **Union pour la Méditerranée (UM)** après les tractations entre Paris et Berlin. Dernier en date, selon nos informations : **Serge Telle**. Le dircab de **Bernard Kouchner** devient ambassadeur pour le processus euro-méditerranéen à la place de **François Gouyette**, nommé en poste à Tripoli. Il devra travailler en symbiose avec **Alain Le Roy**, l'ambassadeur en charge de l'UM, pour sauver l'idée phare en matière de politique étrangère de **Nicolas Sarkozy** et de son éminence grise, **Henri Guaino**. En théorie l'idée séduit, et sur les 25 pays du pourtour méditerranéen sollicités, tous ont répondu positivement sauf trois : le Liban, la Syrie et la Turquie, qui ne veut pas jouer en "deuxième division" européenne. Mais elle suscite aussi beaucoup de questions, comme en témoigne l'affluence au débat organisé par l'**IFRI** sur ce thème, le 11 mars. **Chekib Nouira**, président de l'**Institut arabe des chefs d'entreprise**, s'est pour sa part montré enthousiaste. Il a été chargé par le président tunisien **Ben Ali** de diriger un groupe de travail (comprenant entre autres **Tarek Chérif**, patron du groupe **Alliance**) sur le sujet. De son côté, l'ex-ambassadeur du Maroc à Paris et actuel ambassadeur itinérant du royaume, **Hassan Abouyoub**, qui s'exprimait "en son nom", est apparu nettement plus mesuré. Celui-ci fut l'un des artisans du processus de Barcelone, aujourd'hui au point mort. Pour le nouveau projet, il a pointé du doigt les nombreux obstacles : absence de dialogue entre Rabat et Alger, politique vis-à-vis d'Israël, problèmes de financement et de structures, nombre important d'Etats membres... De quoi alimenter les débats lors du sommet sur la nouvelle Union voulue par Nicolas Sarkozy. Originellement prévu à Marseille, celui-ci devrait finalement avoir lieu le 13 juillet à Paris. Ce recentrage géographique est aussi symbolique. En persuadant la France d'ouvrir le projet à tous les membres de l'**UE**, soit au total une quarantaine de pays avec ceux du Sud, l'Allemagne pourrait l'avoir tué dans l'œuf.